

Sujet 1 : Le marché doit-il se passer de l'Etat ?

Etude du sujet :

- Mots-clé à définir brièvement en intro « marché » stylisé (≠ « l'économie de marché » qui aurait impliqué une définition plus concrète et empirique, « Etat » (à définir au sens large comme toutes les interventions des pouvoirs publics : APU, Sécu, Entreprises publiques).
- Mots pivots : « doit-on » (la réflexion doit d'abord porter sur une réponse normative (cad « ce qu'il faut faire » ou « ce qu'il ne faut pas faire ») qui implique d'abord de convoquer les arguments théoriques des économistes avant les analyses empiriques et historiques des économies concrètes de marché). « se passer » : totalement ou partiellement ? si partiellement, où placer la frontière ?

<p>Cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition « économie de marché » - Modèle du marché stylisé (hyp. CPP, équilibre, loi O/D->autorégulation) - Polanyi : désencastrement-réencastrement marché/société (« valse Etat/marché ») : c'est la loi (donc l'Etat) qui crée les droits de propriété et les marchés (ex. marché du travail -suppression des poors laws et spenhamland- et de la terre -enclosures- GB - Définitions Etat sens large/étroit - Etat minimal (régalien, gendarme) - Etat-providence - Loi de Wagner - Le marché s'autorégule à condition que l'Etat n'intervienne pas (loi O/D). - Les 3 fonctions de l'Etat (Musgrave) : <u>allocation</u> (réglementation -le marché n'est pas spontané- et en cas de défaillances du marché, <u>redistribution</u> -protection sociale et fiscalité-, <u>régulation</u> -stabilisation contracyclique-) - Les 3 défaillances du marché : biens collectifs, externalités, monopoles naturels - Politiques de l'offre (années 1980, inspiration monétariste, Friedman) versus politiques de demande (« trente glorieuses », inspiration keynesienne) 	
<p>Le marché doit, autant que faire se peut, se passer de l'Etat</p>	<p>Le marché ne doit pas (car il ne peut pas pour des raisons économiques : défaillances du marché et existence construite des marchés) se passer de l'Etat</p>
<p>Doc1 : ① Au-delà d'un périmètre précisé par A. Smith et ses successeurs, l'Etat ne doit pas intervenir dans les mécanismes de marché car cela génère des <u>rigidités</u> (ex marché travail dans le doc. 5) qui entravent la <u>flexibilité</u> des prix permettant d'atteindre le prix d'équilibre perçu comme un <u>optimum économique</u>.</p>	<p>Doc1 : ② A. Smith (qui est favorable au libéralisme économique) prônait néanmoins l'intervention de l'Etat dans les infrastructures de transport et l'éducation (car <u>biens collectifs</u> en situation de <u>monopole naturel</u> qui génèrent des <u>externalités positives</u> fortes, une faible rentabilité à CT du fait des phénomènes de <u>passagers clandestins</u>, énormité de l'investissement/<u>barrière à l'entrée</u>). Déséconomies si plusieurs producteurs (redondance des réseaux).</p>
<p>Doc2 : ③ Afin de garantir le minimalisme dans l'intervention de l'Etat, certains économistes prônent une intervention de l'Etat en amont du marché (création d'un marché, réglementation garantissant la concurrence) afin, ensuite, de laisser les mécanismes du marché reprendre leurs droits pour réguler les problèmes économiques ou sociaux. C'est le cas par exemple des dégradations environnementales (externalités négatives) avec la création du marché de la tonne de carbone (marché des droits à polluer).</p>	<p>Doc2 : ④ Pour exister, un marché doit être <u>institué</u> par la puissance publique (règles, lieux, modalités...) cf ex. Marché des droits à polluer. Doc2 : ⑤ Mais d'autres solutions que <u>l'internalisation</u> des externalités existent pour protéger l'environnement : réglementations (interdiction ou quotas), taxation incitative. Ces 3 solutions sont plus interventionnistes que celle du marché des droits à polluer.</p>
<p>Doc 4 : ⑥ La concurrence fait baisser les prix et augmenter la qualité (débit depuis 2004). 7 concurrents dont un a fait faillite (Mangoosta) = autorégulation par loi O/D permet d'atteindre un prix bas pour les consommateurs. Internet (industrie de réseau) aurait pu faire l'objet d'une allocation publique. France télécom n'aurait alors pas eu à faire face à la concurrence et n'aurait peut-être pas proposé un aussi bon prix qu'Orange qui est une entreprise privée (ex-Wanadoo, émanation privée de France Télécom) Internet est une industrie de réseau particulière en ce que l'infrastructure du réseau est moins lourde qu'elle ne peut l'être pour l'électricité (barrages, centrales nucléaires, ligne haute tension, éoliennes etc) ou le train (gares, voies ferrées). Idem pour téléphonie mobile bien que les coûts du réseau (émetteurs) sont suffisamment élevés pour expliquer qu'il n'y ait que 3 opérateurs privés en France (bientôt 4).</p>	<p>Doc 3 : ⑦ Historiquement, les économies de marché se sont développées par l'intervention de l'Etat (cf Polanyi ou début chapitre sur la monnaie) d'où l'accroissement des taux de PRO dans PIB de la plupart des pays (Loi de Wagner).</p>
<p>Doc 5 : ⑧ Les arguments de ceux qui prônent la privatisation (retour au marché concurrentiel) des monopoles naturels : baisse des prix avantageuse pour les consommateurs (demandeurs), moins de gaspillage, moins de fonctionnaires et donc moins d'impôts pour les financer. On sait aussi que les privatisations rapportent des recettes à l'Etat afin de réduire l'endettement public et/ou baisser les impôts.</p>	<p>Le marché ne doit pas (car le marché est court-termiste, ignore les besoins non solvables, est a-moral) se passer de l'Etat</p>
	<p>Doc.3 : ⑨ Années 1910 création IRPP, 1945 : Sécu, années 1930 New deal aux USA mais le contraire en France (déflation). Création de la protection sociale va au-delà des recommandations des économistes libéraux (Smith et contemporains). ⑩ Depuis années 1980, montée idéologie libérale qui s'est traduite dans de nombreux pays par un désengagement de l'Etat (privatisations, déréglementation de la finance, assouplissement droit du travail ⇒ développement de nouvelles formes d'emplois souvent précaires, politiques de l'offre privilégiées et rigueur plus que relance...)</p>
<p>(11) Relative réussite pour le téléphone filaire suite à la privatisation France Telecom (baisse des prix des communications).</p>	<p>Doc.6 : (12) Courtermisme de la logique marchande : L'exemple de la privatisation des industries de réseau (EDF ici) montre parfois des limites. Dans le cas d'EDF, la privatisation de l'exploitation (vente</p>

d'électricité) suite à la séparation en 2 entités (l'infrastructure reste publique) ont engendré un sous-investissement de l'entreprise publique qui a été privée de ses recettes d'exploitation pour financer l'entretien et la maintenance du réseau, ce qui a généré davantage de coupures d'électricité notamment en zones rurales (réparation des pannes plutôt qu'entretien pour éviter les pannes). Cet écart de qualité du service électrique sur le territoire est une entorse à la mission de service public de l'entreprise publique vis-à-vis des citoyens puisqu'elle se traduit par un inégal accès sur le territoire et à une discontinuité du service d'électricité que l'on peut considérer comme vital.
(13) Par ailleurs, l'ouverture à la concurrence du marché du gaz et de l'électricité ne se sont pas traduits par des baisses de prix, c'est même la tendance inverse que l'on observe (+ ex. de *black out* en Californie)

PBTQ : Nous voulons démontrer que si pour certains économistes le marché doit se passer de l'Etat autant que faire se peut, les limites fixées à l'intervention de l'Etat sont variables selon les époques alors que pour d'autres économistes encore, le marché ne doit pas se passer de l'Etat soit parce qu'il ne peut pas s'en passer soit parce que le marché sans (assez) Etat peut être nuisible pour le bien-être social.

I) **Le marché doit, autant que faire se peut, se passer de l'Etat**

1.1) De l'Etat minimal...

Cours : Etat minimal (régalien, gendarme), ① ⑥ ⑧

1.2) ...à l'Etat facilitateur ou entremetteur du marché

② ③ ⑩ (11)

II) **Le marché sans Etat est impossible ou « nuisible »**

2.1) Le marché ne peut pas se passer de l'Etat

④ ⑦ ⑨

2.2) Le marché sans suffisamment d'Etat peut conduire à un sous optimum social

⑤ (12) (13)

Sujet n°2 : Dans quelle mesure la socialisation primaire détermine-t-elle les positions sociales ainsi que les normes et valeurs des femmes et des hommes à l'âge adulte ?

Etude du sujet :

- Mots-clé à définir brièvement en intro « socialisation primaire » « positions sociales », « normes et valeurs »).

- Mots pivots : « Dans quelle mesure » impose de discuter (débat) de l'intensité du lien « socialisation primaire » ⇒ positions, valeurs et comportements à l'âge adulte. « détermine-t-elle » : entièrement ou partiellement ? de façon définitive ou inachevée ? exclusivement ou d'autres éléments entrent en jeu ?

- Implicites du sujet : « à l'âge adulte » ⇒ « socialisation secondaire », « des femmes et des hommes » ⇒ « socialisation genrée ».

Cours : Socialisation primaire/secondaire, socialisation sexuée (ou genrée) cad différenciée selon le sexe, socialisation implicite et explicite, interactions, socialisation politique, stéréotypes, identification/intériorisation/imprégnation/inculcation, domination masculine, jouets, médias, PCS, 75% de femmes chez les employés contre moins de 30% chez les cadres, inégalité du partage des tâches domestiques (du simple au double en moyenne), accès égalitaire des filles à l'école & mixité.	
I) Si la socialisation primaire sexuée produit des effets relativement fort et cohérents sur le statut social, les normes et valeurs des femmes et des hommes...	II) ... ces derniers conservent cependant des marges de manœuvre à l'âge adulte.
Doc 1 : ① Les choix d'orientation et donc les filières et séries de baccalauréat sont sexuées, reflétant ainsi les stéréotypes et attentes genrées véhiculés par la société dans son ensemble (parents, médias, professeurs...): tertiaire et littéraire sont « féminins », scientifique, technique et production sont « masculins ». ② Dans toutes les sections, les filles ont de meilleurs taux de réussite au baccalauréat que les garçons, il s'agit encore d'une conséquence de leur socialisation primaire qui les « préparent » mieux que les garçons au sérieux, à l'application, à la docilité que l'école demande aux élèves (jeux de la maîtresse/jeux méticuleux et de patience, de maîtrise de soi : coloriages, perles...)	Doc 2 : ③ Plus une femme a fait d'étude, occupe un emploi bien rémunéré et a fortes responsabilités, moins le partage des tâches domestiques est inégalitaire dans son couple. Les femmes ont donc des possibilités pour s'émanciper des assignations traditionnelles.
Doc 3 : ④ Incitation aux stéréotypes conformes aux genres (obéissance, discrétion et douceur, manque d'ambition et de combativité pour les filles) → autosélection et choix d'orientation conformes aux stéréotypes de genre sur les orientations et les métiers. ⑤ Dans le monde du travail, les recruteurs rechignent à embaucher des femmes aux postes d'encadrement, elles manqueraient d'autorité.	Doc 5 : ⑦ L'écart de salaire femme/homme a reculé pendant les années 1970 et 1980 pour plafonner à environ 80% du salaire moyen masculin depuis les années 1990.
Doc 4 : ⑥ Les métiers sont relativement sexués, il y a plus de 80% de femmes dans les métiers d'instituteurs, infirmiers, caissier et secrétaire et moins de 20% de femmes dans les métiers de dépanneurs, policiers, chauffeur, chef d'entreprises. Il y a donc des prédestinations par secteurs d'activité (chauffeur-camions/instituteur-enfants) mais aussi en termes hiérarchique : seulement 28% de femmes chez les médecins généralistes mais 91% de femmes chez les infirmiers (2 métiers de la santé hiérarchisés alors que les filles réussissent mieux à l'école (cf. doc1) y compris dans les matières scientifiques.	Doc 6 : ⑧ Dans le domaine des opinions politiques, si la socialisation primaire constitue le « fond de carte » prédominant (qui fixe l'identité nationale, l'intérêt et la compétence politique) des « expériences fortes » (guerres, révolutions) ou des changements de conditions de vie (mariage, mobilité sociale ascendante) peuvent faire varier les opinions politiques et donc le vote.
	Doc 7 : ⑨ Convergence des taux d'activité masculins et féminins depuis le début du siècle mais le taux d'activité des femmes demeure inférieur de 11 points à celui des hommes (63% contre 74%) en 2002 (l'écart était de 40 points en 1968, réduction par 4 de l'écart). ⑩ Le taux d'activité des hommes stagne depuis les années 1990 alors que celui des femmes continue de progresser.

Problématique : Nous voulons démontrer que si la socialisation primaire sexuée produit des effets relativement forts et cohérents sur le statut social, les normes et valeurs des femmes et des hommes, ces derniers conservent cependant des marges de manœuvre à l'âge adulte.

I) Si la socialisation primaire sexuée produit des effets relativement forts et cohérents sur le statut social, les normes et valeurs des femmes et des hommes...

1.1) La cohérence des différentes instances de socialisation primaire...

Cours : parents/médias/école/pairs offrent des schémas hyper-sexués et traditionnels sur les rôles respectifs des femmes et des hommes, ①②

1.2) ... engendre la reproduction d'inégalités à l'âge adulte, notamment en matière de genre

⑥⑦⑨ Cours : faible réduction de l'inégalité du partage des tâches domestiques

II) ... ces derniers conservent cependant des marges de manœuvre à l'âge adulte.

2.1) Les interactions sociales (socialisation secondaire) de l'âge adulte peuvent infléchir la socialisation primaire

En matière de comportements et d'opinions politiques : ⑧ (grands événements historiques, mariage hétérogame), ③

2.2) Des événements de contexte socio-économiques participent également du changement social

Lois d'égalité F/H (contraception, droit de la famille, droit du travail, droits civiques...), ⑦⑨⑩, ascension sociale/tertiarisation, féminisation PA, ↑ des besoins de main-d'œuvre qualifiée fait de la place aux femmes sur le marché du travail.